

Table des matières

Rapport de gestion

1.	POINTS SAILLANTS	1
2.	INTRODUCTION	3
3.	À PROPOS DE CAE	5
3.1	Qui nous sommes	5
3.2	Notre vision	5
3.3	Notre stratégie et notre proposition de valeur	5
3.4	Nos activités	7
3.5	Variations du change	14
3.6	Mesures hors PCGR et autres mesures financières	16
4.	RÉSULTATS CONSOLIDÉS	18
4.1	Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2014	18
4.2	Résultat opérationnel – Exercice 2014	20
4.3	Prises de commandes et carnet de commandes consolidés	22
5.	RÉSULTATS PAR SECTEUR	22
5.1	Secteurs civils	24
5.2	Secteurs militaires	28
5.3	Nouveaux marchés principaux	33
6.	MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS	36
6.1	Mouvements de trésorerie consolidés	36
6.2	Sources de financement	37
6.3	Aide gouvernementale	37
6.4	Obligations contractuelles	38
7.	SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	39
7.1	Capital utilisé consolidé	39
7.2	Arrangements non comptabilisés	40
7.3	Instruments financiers	41
8.	REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	44
9.	RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ	44
9.1	Risques liés à l'industrie	44
9.2	Risques propres à la Société	46
9.3	Risques liés au marché	48
10.	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	49
11.	MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES	50
11.1	Nouvelles normes et modifications adoptées	50
11.2	Nouvelles normes et modifications non encore adoptées	53
11.3	Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses	53
12.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	55
12.1	Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information	55
12.2	Contrôle interne à l'égard de l'information financière	55
13.	RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	55
14.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	55
15.	PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES	56

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2014

1. POINTS SAILLANTS

RETRAITEMENT DES CHIFFRES COMPARATIFS

Le 1^{er} avril 2013, nous avons mis en œuvre une nouvelle norme, à savoir IFRS 11, *Partenariats*, et la version modifiée d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Certains chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2013 ont été retraités en vue de refléter l'adoption de ces normes comptables. Les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière, à notre état consolidé du résultat net, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie par suite de ces modifications sont détaillés sous *Modifications de méthodes comptables*.

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2013

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 583,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 69,8 millions \$, soit 14 %, par rapport au trimestre précédent et de 17,8 millions \$, soit 3 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2013

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 60,0 millions \$ (soit 0,23 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 46,1 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 13,9 millions \$, soit 30 %, et comparativement à 43,1 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 16,9 millions \$, soit 39 %;
- Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,8 millions \$ (10,2 millions \$ après impôt) ont été comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice 2013. Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition¹ s'est établi à 53,3 millions \$ (soit 0,20 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Flux de trésorerie disponibles positifs¹ de 105,1 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à un montant de 124,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 17,0 millions \$ au trimestre précédent et à 113,7 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 20,4 millions \$ ce trimestre, comparativement à 20,0 millions \$ au trimestre précédent et à 9,8 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 8,5 millions \$ ce trimestre, de 0,5 million \$ au trimestre précédent et de 1,1 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 9,9 millions \$ ce trimestre, 10,6 millions \$ au trimestre précédent et 10,2 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2014

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport à ceux de l'exercice 2013

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 2 114,9 millions \$, en hausse de 79,7 millions \$, soit 4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Augmentation du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 190,0 millions \$ (soit 0,73 \$ par action), comparativement à 137,7 millions \$ (soit 0,53 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 52,3 millions \$, soit 38 %;
- Pour l'exercice 2013, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition se sont établis à 68,7 millions \$ (51,2 millions \$ après impôt). Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition¹ s'est établi à 188,9 millions \$ (soit 0,73 \$ par action) pour l'exercice 2013.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles positifs de 200,6 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à un montant de 276,0 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 154,5 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 69,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 53,6 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 15,4 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 9,2 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 40,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 37,1 millions \$ pour l'exercice précédent.

Capital utilisé² de 2 338,4 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 378,6 millions \$, soit 19 %, pour l'exercice écoulé;
- Le rendement du capital utilisé² (RCU) s'est établi à 11,4 % pour l'exercice écoulé, par rapport à 10,2 % pour l'exercice précédent;
- Le fonds de roulement hors trésorerie² a diminué de 87,2 millions \$ pour l'exercice 2014 pour s'établir à 124,6 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 198,4 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 303,8 millions \$ et de 36,4 millions \$;
- La dette nette² a augmenté de 42,8 millions \$ pour l'exercice pour s'établir à 856,2 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 0,97 (ratio de 1,08 pour les secteurs civils combinés, de 0,82 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,13 (ratio de 1,28 pour les secteurs civils combinés, de 0,92 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 2 380,3 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 240,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes² s'établissait à 4 205,6 millions \$ au 31 mars 2014, en hausse de 487,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a signé des contrats d'une valeur prévue de 898,9 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu de nouvelles commandes de 608,4 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 48 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu de nouvelles commandes de 484,7 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 272,1 millions \$.

Secteur Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu de nouvelles commandes évaluées à 116,2 millions \$.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6)

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2014* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2014;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2013;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 15 mai 2014 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2014, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2014. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir, stratégie, futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être fiables.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes militaires financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles ainsi que les règles régissant les minerais stratégiques; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et l'empiètement des constructeurs d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de propriété intellectuelle, le personnel clé, la responsabilité environnementale et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons négligeables à l'heure actuelle mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE offre les solutions de formation les plus complètes du secteur, appuyées par des technologies de simulation et des services intégrés de formation de calibre mondial. Nous visons à être le partenaire de choix de nos clients, et nous adoptons une approche à long terme en matière des relations clients. Nous offrons à nos clients du secteur de l'aviation civile, du secteur de la défense et de la sécurité ainsi que des secteurs des soins de santé et des mines une gamme complète de produits, de services et de centres de formation résolument innovants conçus pour les aider à satisfaire aux besoins essentiels de leur mission en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation. Notre présence internationale, la plus importante de notre secteur, nous permet de satisfaire localement nos clients, grâce à 8 000 employés dans plus de 160 installations et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise. Durant l'exercice 2014, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 2,1 milliards \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion de quelque 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires, soutenu par un éventail de services après vente. Notre réseau de services de formation est le plus important au monde, et nous offrons des services de formation civile et militaire dans 67 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage civils et militaires.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de simulateurs et de produits connexes; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes (cadets) et les services de placement de membres d'équipage.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis près de 70 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices fondées sur la modélisation et la simulation en vue de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité.

3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation dans le monde. Nous répondons depuis longtemps aux besoins des clients œuvrant dans le marché aéronautique civil et les marchés de la défense et de la sécurité, et la marque CAE est devenue synonyme de sécurité, de qualité et de fiabilité dans le monde entier.

Nous aidons en continu les transporteurs aériens, les exploitants d'aéronefs et les forces de défense et de sécurité à combler leurs besoins de formation à long terme. Dans le secteur de la défense et de la sécurité, nous contribuons à assurer la préparation aux missions, alors que dans le secteur de l'aviation civile, le recours aux solutions de formation découle du besoin de sécurité absolue dans des marchés mondialement réglementés. Notre capacité unique à fournir des solutions complètes, notre leadership technologique, notre soutien à la clientèle éprouvé et notre imposante présence mondiale nous différencient dans nos marchés finaux. Nous investissons dans les marchés développés et émergents, ce qui nous permet de tirer profit de la demande actuelle et des occasions d'affaires futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, et le reste du monde se partage le dernier tiers, y compris les marchés émergents à croissance rapide.

Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité opérationnelle. Nous offrons un éventail de produits et de services qui améliorent les capacités de planification et de prise de décisions de nos clients. Nous sommes également un fournisseur de produits et services largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial technologies de modélisation et de simulation;
- Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage;
- Éventail complet de produits et services de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Valeur reconnue;
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Présence bien établie sur les marchés émergents.

Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons conçu des simulateurs pour toute la gamme des gros avions civils utilisés à l'heure actuelle, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de solutions de simulation et de formation sur les avions de transport et de ravitaillement à voilure fixe, les avions de patrouille maritime, les avions d'entraînement et de nombreux hélicoptères militaires. Nous jouissons par ailleurs d'un vaste savoir, d'une expérience poussée et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des nouveaux avions de la plupart des grands avionneurs. Nous utilisons maintenant notre expertise en modélisation et simulation au-delà de la formation vers d'autres secteurs qui ont des besoins essentiels pour leurs missions, comme les services d'intervention d'urgence, pour lesquels ces technologies servent à la prise de meilleures décisions. Nous avons également étendu ces compétences aux marchés des soins de santé et des mines.

Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage

Avec près de 70 ans d'expérience en simulation, nous sommes des spécialistes de l'industrie en matière de formation aéronautique et nous offrons une solution complète dans le domaine de la formation. Nous travaillons constamment à introduire et à mettre en œuvre des moyens d'améliorer la sécurité et l'efficacité de la formation, de la formation initiale jusqu'à la formation des pilotes chevronnés. Par exemple, les données des séances de formation fondée sur la simulation sont captées, analysées et affichées afin de fournir aux formateurs et aux élèves une rétroaction en temps réel sur leur performance, ce qui permet de mettre l'accent sur les secteurs d'amélioration ciblés et d'accroître l'efficacité de la formation. Nous jouons également un rôle de premier plan en aidant les transporteurs aériens à adopter le programme de licence de pilote en équipage multiple (MPL), la toute dernière licence de pilote mise en place par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui englobe les plus récentes avancées en matière de formation fondée sur la simulation. Citons aussi notre leadership du secteur en ce qui a trait à la mise en œuvre de formation sur la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle visant précisément à préparer les pilotes aux conditions de vol défavorables et extrêmes. Dans le marché de la défense et de la sécurité, nous misons de plus en plus sur nos capacités uniques en matière de formation et d'intégration des systèmes pour offrir à nos clients des solutions de formation complètes pouvant inclure des centres de formation, des services de formation et des produits de simulation. Nous tirons parti de notre expérience en matière d'élaboration de méthodes de formation et d'apprentissage en aéronautique en vue d'ajouter des technologies de modélisation et de simulation à nos solutions de formation dans les secteurs des soins de santé et des mines ainsi que d'améliorer les technologies existantes. Dans le secteur des soins de santé, nous offrons une expertise en formation et la plus importante gamme de produits de formation fondée sur la simulation du secteur, grâce à des dispositifs d'entraînement et à des simulateurs chirurgicaux, de patients et d'échographie pour plus de 20 spécialités du secteur médical. Notre système de gestion des centres de simulation LearningSpace reproduit fidèlement les simulations réelles, permettant des séances de débriefing multimédia instantanées et l'amélioration continue de la formation. Dans le secteur minier, nous avons emprunté aux normes du secteur de l'aviation afin de proposer de nouvelles solutions de formation des conducteurs de véhicules miniers.

Éventail complet de produits et services de formation

Nous offrons un vaste éventail de produits de formation, allant des dispositifs d'entraînement de bureau aux FFS, qui répondent aux besoins de formation de nos clients du secteur civil et du secteur de la défense et de la sécurité. Grâce à un important réseau de centres de formation, nous sommes aussi un chef de file mondial dans le domaine de la formation aéronautique. Cela nous permet de fournir une solution complète qui répond aux besoins de nos clients en matière de recrutement et de formation des pilotes. Nos programmes de formation au pilotage couvrent plus de 100 différents modèles d'avions civils, y compris les avions de ligne, les avions d'affaires et les hélicoptères. Sur le marché de la défense et de la sécurité, nos programmes d'entraînement portent sur les avions de transport, les hélicoptères, les avions d'entraînement, les appareils de ravitaillement en vol, les avions de patrouille maritime et les systèmes télépilotes. Notre gamme de services de formation comprend la formation à la certification de type, la formation des membres d'équipage et la formation à la maintenance. Notre solution de dotation en pilotes civils ajoute de la valeur et fait croître les entreprises de nos clients en leur offrant des services de recrutement, d'évaluation, de sélection, de formation et, ultimement, de placement des pilotes au sein de leurs compagnies aériennes. De plus, nous offrons des services de formation initiale des pilotes par l'intermédiaire de CAE Oxford Aviation Academy.

Relations durables avec les clients

L'exécution de notre mission consistant à être le partenaire de choix de nos clients est illustrée par les liens que nous avons établis avec la majorité des compagnies aériennes, des exploitants d'avions, des gouvernements et des constructeurs d'équipement d'origine (OEM) dans le monde. Notre vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en ayant une compréhension approfondie des lois et coutumes locales. Nous exploitons un parc de plus de 259 simulateurs de vol et de missions dans 67 établissements de formation civile et militaire dans le monde afin de répondre aux nombreux besoins opérationnels de nos clients. Parmi nos milliers de clients, nous avons des accords de services de formation à long terme et de coentreprises avec plus de 30 importants transporteurs et exploitants du domaine de l'aviation dans le monde et nous avons tissé des liens avec environ 50 forces de défense dans quelque 35 pays.

Valeur reconnue

Nous sommes uniques dans le secteur de la simulation en ce sens que nous sommes la seule société véritablement mondiale à se spécialiser dans la modélisation, la simulation et la formation. Nous renforçons continuellement notre orientation, notre expérience et notre leadership technologique en positionnant la Société auprès des clients dans le monde. Nous investissons dans l'élargissement et le maintien de notre marque et de notre réputation en tant que société vouée à l'innovation afin d'aider nos clients à améliorer la sécurité, à être plus efficaces, à prendre des décisions plus éclairées et à être prêts pour les missions. Nous offrons la gamme la plus complète du secteur de l'aviation en matière de produits de simulation, de services de formation et de placement de membres d'équipage, et nous sommes en mesure de proposer une solution de formation adaptée aux exigences de chaque client. Nos produits de simulation sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour, sept jours par semaine. Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité. La marque CAE est synonyme des meilleures technologies de simulation du secteur ainsi que d'une formation et d'un soutien à la clientèle de premier plan, et nous faisons tout pour être le partenaire de choix de nos clients en matière de simulation et de formation.

Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés

Nous continuons d'améliorer notre plateforme technologique afin de réagir à l'évolution des besoins du marché et de développer des solutions et de livrer des programmes complexes sur le plan technique pour assurer que les équipages et les troupes de partout dans le monde sont entraînés et prêts pour les missions. Nous avons fait nos preuves en matière de livraison de simulateurs pour des nouveaux appareils complexes dans les secteurs civil et militaire. Plusieurs entreprises de notre division de défense et de sécurité dans le monde ont obtenu la certification CMMI (modèle intégré d'évolution des capacités) de niveau 3 ou d'un niveau supérieur, modèle internationalement reconnu de pratiques exemplaires du secteur en matière d'amélioration de processus, de gestion de projets, de systèmes et de développement de logiciels. Notre expérience et notre investissement continu en recherche et développement consolident notre leadership technologique et renforcent notre savoir-faire en gestion de programmes dotés de la simulation des capteurs pour les opérations maritimes, d'environnements tactiques synthétiques pour les opérations navales et de chasse, ainsi que de technologies de visualisation et de bases de données communes qui produisent des environnements synthétiques immersifs et évolués pour fournir les scénarios de formation et de répétition de missions les plus efficaces possible.

Soutien à la clientèle de premier plan

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nos pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées, ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle selon les commentaires obtenus des clients.

Présence bien établie sur les marchés émergents

Nous sommes fiers d'être établis dans chacun de nos marchés dans le monde tout en conservant l'efficacité et les avantages d'être une entreprise internationale. Cette approche nous a permis de prendre la tête dans des marchés en croissance tels que la Chine, l'Europe de l'Est, le sous-continent indien, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où nous sommes actifs depuis plusieurs décennies.

3.4 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les constructeurs OEM, les organismes de sécurité publique ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions à croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, les exploitants d'hélicoptères et l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 239 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques, notamment des services de formation par simulation des membres d'équipage, de placement de membres d'équipage, de formation initiale des pilotes et exploitons des centres de formation à cet effet dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 30 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation du personnel de cabine, la formation des techniciens de maintenance, les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau de formation initiale dans le monde avec 10 écoles, un parc de plus de 220 appareils ainsi que les ressources et l'expertise permettant de former plus de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement du personnel navigant et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils informatiques faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85, les Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de services de soutien, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et l'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. L'International Air Transport Association (IATA) estime que d'ici 2017, le trafic passagers augmentera de 31 %, ce qui représente 930 millions de passagers de plus qu'en 2012. Les taux de croissance sont plus élevés dans les marchés émergents que dans les grands marchés établis comme l'Europe et les États-Unis. La croissance continue du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement du parc ont contribué au nombre record d'avions commerciaux en commande et à l'intensification de la production des constructeurs OEM.

La demande dans les secteurs de l'aviation d'affaires et des hélicoptères est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols de jets d'affaires a progressé de 3,4 % au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; en conséquence, d'importants constructeurs d'avions d'affaires ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

La consolidation du secteur se poursuit, les sociétés tirant parti de la vigueur du marché civil de l'aéronautique.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et personnel de cabine).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au cours de l'année civile 2013, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,2 % par rapport à l'année civile 2012. Pour les trois premiers mois de l'année civile 2014, le trafic passagers a progressé de 5,6 % comparativement aux trois premiers mois de l'année civile 2013. Les marchés émergents ont affiché la meilleure performance; le trafic de passagers ayant progressé de 13,3 % au Moyen-Orient, de 7,1 % en Amérique latine, de 7,0 % en Asie-Pacifique et de 5,2 % en Europe, alors qu'il est demeuré stable en Amérique du Nord. Dans le monde, le parc d'appareils commerciaux s'est accrue de 4,0 % entre mars 2013 et mars 2014, affichant une hausse respective de 8,4 %, de 7,8 % et de 5,7 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Amérique latine et une légère hausse en Europe, alors qu'elle est demeurée stable en Amérique du Nord. Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse soutenue du coût du carburant, une récession importante et prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest.

Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet record de plus de 12 000 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire du parc déjà en service pour soutenir la demande : près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Les prises de commandes d'appareils récentes sont demeurées solides, grâce à des transporteurs nord-américains comme Air Canada et American Airlines et à des transporteurs des marchés émergents comme Etihad Airways, Lion Air, VietJet Air et Air Costa. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries et les avions Global 7000/8000, avec ATR pour l'appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour l'appareil MRJ, avec Airbus pour l'appareil A350 XWB, avec Dassault pour l'appareil Falcon 5X, avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne et avec COMAC pour l'avion C919. Ces contrats nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de la Série CAE 7000 et le FFS de la Série CAE 7000XR, qui vient d'être lancé, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et la réduction des émissions et de l'empreinte environnementale. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire le coût du carburant et le risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

Les exploitants de jets d'affaires exigent également des appareils à haute performance. Les constructeurs d'appareils d'affaires ont également annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Challenger 350 et Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650, le Cessna Citation M2 ainsi que le Dassault Falcon 5X.

Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et personnel de cabine)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande de pilotes, de techniciens de maintenance et de personnel de cabine à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la MPL et la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle et les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'OACI et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode de rechange en matière de formation et d'attribution de licences qui met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, le tiers de la formation des programmes de MPL du secteur s'effectue sur appareils réels et les deux tiers, sur appareils de simulation, comparativement à une formation sur appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les autres licences. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. La MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et plus de 800 titulaires d'une MPL dans le monde occupent déjà des postes de pilotes auprès de leur transporteur. À mesure que la méthode de MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, la FAA des États-Unis a adopté le 15 juillet 2013 ses exigences finales en matière de certification et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquelles les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL et une qualification de type. À compter d'août 2014, les pilotes qui demandent une ATPL devront satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront lieu à une demande accrue de simulateurs destinés à la formation.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous croyons que, sur le marché de l'entraînement fondé sur la simulation, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire des gouvernements et des forces de défense est unique. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils durables dont le cycle de vie devrait être long, dans le secteur de la défense comme dans le secteur de la sécurité. Enfin vient le facteur le plus fondamental : la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales de même que pour les organismes de sécurité publique

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipement de simulation de vol militaire. Nous offrons des solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur sécurité, leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille maritimes, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes télépilotes. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation de calibre mondial qui offre des solutions de formation clés en main aux forces armées et aux forces de sécurité du monde entier. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive. Nous offrons également une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Bien que la loi américaine bipartite d'exécution du budget de l'exercice 2014 ait contribué à atténuer l'incidence à court terme des compressions budgétaires et doté le département de la Défense des États-Unis d'une plus grande certitude budgétaire pour l'exercice gouvernemental en cours, le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à anticiper, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires; nous sommes cependant d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt la planification de l'approvisionnement. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. Nous maintenons cependant un éventail de contrats récurrents autour duquel s'articulent nos activités. Tandis que les États-Unis et l'Europe représentent toujours des marchés quelque peu défavorables, de plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où nous avons une présence bien établie et croissante. Nous continuons également de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets dans le monde. De plus, des signes encourageants se manifestent pour le marché dans lequel nous nous spécialisons, et nous sommes convaincus que le recours à la formation fondée sur la simulation poursuivra sa croissance dans l'avenir.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos centres de formation, de nos services et de nos produits dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées;
- Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel et des coûts nettement plus faibles. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135, cette formation coûtant environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, contre 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la répartition entre la formation sur appareil et la formation synthétique se dirige de plus en plus vers la simulation.

Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de champs de tir réels et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les centres de formation, les services et les produits fondés sur la simulation. Nous sommes d'avis que CAE fait partie de la solution pour réduire les coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Par exemple, au cours de l'exercice 2014, nous avons inauguré un nouveau centre de formation militaire en Australie, où les forces de défense australiennes entraîneront les équipages de leurs King Air 350. Il s'agit du premier contrat de services de simulation conclu par les forces de défense australiennes en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune (CDB), ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique (DSE) de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes télépilotes, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotes Predator de GA-ASI et, au cours de l'exercice 2014, nous avons vendu un appareil de formation aux missions sur aéronef télépilote (UAS) Predator à la Force aérienne italienne.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons récemment conclu un contrat visant la création d'un centre de formation et la prestation de services de formation en gestion des urgences avec le ministère des Affaires intérieures du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous sommes un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 8 000 livraisons de simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. Nous avons maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et un réseau d'une cinquantaine de distributeurs dans plus de 50 pays.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie et les dispositifs d'entraînement aux tâches; les applications et les didacticiels de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens d'acquérir les compétences et la pratique requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et le remplacement de valves cardiaques. Nos solutions d'échographie font appel à l'apprentissage en ligne, à des modèles de formation à l'échographie, à des mannequins et à un affichage 3D animé, ce qui permet aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient et les interventions guidées par échographie. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation peuvent être intégrées au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, permettant des livraisons de contenu à distance, de même que des évaluations autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale simplifient les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement et de débriefing.

Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation, et sa valeur est estimée à plus de 850 millions \$. La plus importante part de ce marché représente le secteur des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance dans les deux chiffres au cours des cinq prochaines années. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs médicales en modifiant fondamentalement l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 850 000 médecins actifs et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande de nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients pour améliorer la formation et la sécurité des patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique, comme la diminution du traumatisme pour le patient et les périodes d'hospitalisation plus courtes, on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique en lieu et place d'un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique font de la chirurgie un important élément moteur de la formation fondée sur la simulation.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

La réforme de la réglementation, le développement de produits technologiques abordables et la sensibilisation accrue du secteur ont poussé l'intégration de la technologie d'imagerie dans le secteur des soins de santé. La sensibilisation accrue des patients aux technologies et aux procédures de remplacement a contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs à mettre en œuvre des technologies évoluées d'imagerie. L'échographie au chevet du patient est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs peuvent fournir des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler, à condition que les praticiens effectuant les examens soient correctement formés.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des soins médicaux et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance démographique et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante des services de soins de santé. L'adoption répandue des technologies et services médicaux évolués pourrait se traduire par une augmentation de la demande de formation. Les experts ont démontré que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

Pénurie de fournisseurs de services

L'Organisation mondiale de la Santé a indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux étudiants en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent des géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Caractère cyclique des prix des marchandises;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé, ce qui s'est traduit par la hausse de la consommation d'énergie et du coût d'extraction. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Caractère cyclique du prix des marchandises

La demande de matières premières est étroitement liée aux cycles économiques. En conséquence, outre le coût d'extraction plus élevé, les ralentissements économiques exercent habituellement des pressions sur les coûts des sociétés minières. Cette situation se traduit généralement par une baisse des dépenses d'investissement en immobilisations des sociétés minières et par des retards d'approvisionnement, ce qui a une incidence défavorable sur les perspectives commerciales de la chaîne d'approvisionnement minière. Ce facteur favorise toutefois le recours aux outils d'optimisation, à la simulation et à l'analyse de scénarios par le secteur en vue de maximiser l'efficacité des activités.

Gestion et contrôle de l'exploitation

En raison de l'étendue et de la complexité croissantes de l'exploitation, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle.

3.5 Variations du change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2014	2013	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,11	1,02	9 %
Euro (€)	1,52	1,30	17 %
Livre sterling (£)	1,84	1,54	19 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2014	2013	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,05	1,00	5 %
Euro (€)	1,41	1,29	9 %
Livre sterling (£)	1,68	1,58	6 %

Pour l'exercice 2014, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 72,9 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 6,1 millions \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2013. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère de l'exercice aux taux de change mensuels moyens de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour l'exercice écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– **Nos activités de produits de simulation au Canada**

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les créances clients et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations du change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges de nos activités canadiennes par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôt) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (en millions)	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque net
Dollar américain (\$ US)	12,6 \$	4,0 \$	(3,4) \$	0,6 \$
Euro (€)	3,2	0,6	(0,3)	0,3
Livre sterling (£)	0,9	0,1	(0,1)	0,0

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes des coentreprises

La valeur du carnet de commandes des coentreprises est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes qu'ont reçues nos coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes, la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Le résultat net avant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure de rechange de nos résultats opérationnels. Il correspond à notre résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société majoré des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel, compte tenu de la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, de l'impôt sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

4.1 Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2014

(en millions, sauf les montants par action)	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	583,4	513,6	487,5	530,4	565,6 \$
Coût des ventes	416,9	364,8	353,4	382,9	406,6 \$
Marge brute ³	166,5	148,8	134,1	147,5	159,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	28,5	29,0	27,5	27,8	28,1 %
Frais de recherche et de développement ³	19,9	16,1	14,9	17,5	18,0 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	76,6	68,6	66,6	75,3	65,5 \$
Autres profits – montant net	(8,1)	(2,0)	(5,1)	(5,2)	(2,9) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(8,1)	(11,5)	(7,5)	(2,9)	(2,3) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	-	-	-	13,8 \$
Résultat opérationnel ³	86,2	77,6	65,2	62,8	66,9 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	14,8	15,1	13,4	11,8	11,8 %
Produits financiers	(2,4)	(2,3)	(2,3)	(2,8)	(2,0) \$
Charges financières	18,7	21,0	20,9	19,9	19,3 \$
Charges financières – montant net	16,3	18,7	18,6	17,1	17,3 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	69,9	58,9	46,6	45,7	49,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	10,0	11,3	8,4	0,3	3,9 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt (taux d'imposition)</i>	14	19	18	1	8 %
Résultat net	59,9	47,6	38,2	45,4	45,7 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	60,0	46,1	38,3	45,6	43,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	1,5	(0,1)	(0,2)	2,6 \$
	59,9	47,6	38,2	45,4	45,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,23	0,18	0,15	0,18	0,17 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et de 3 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 69,8 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 26,2 millions \$, soit 15 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Europe du fait de l'augmentation des taux d'utilisation des simulateurs de même que de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 15,5 millions \$, soit 21 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et de la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 15,2 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production découlant de l'augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 13,0 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP sont demeurés stables, affichant une diminution de 0,1 million \$. La baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines a été contrebalancée par la hausse de ceux provenant de CAE Santé. Le fléchissement des produits des activités ordinaires de CAE Mines traduit le recul des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation. L'augmentation des produits des activités ordinaires de CAE Santé s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, compte tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 17,8 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2013. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 25,8 millions \$, soit 40 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, de l'augmentation du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 22,3 millions \$, soit 13 %, principalement en raison de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens ainsi que de la progression des produits des activités ordinaires réalisés en Europe et en Amérique du Nord du fait de l'augmentation des taux d'utilisation des simulateurs. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 0,6 million \$, soit 2 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, les produits des activités ordinaires ont augmenté en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des simulateurs de patients, compte tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines ont reculé en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont diminué de 18,3 millions \$, soit 13 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 12,6 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens, neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en hausse de 8,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 19,3 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel s'est établi à 86,2 millions \$ ce trimestre, soit 14,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 77,6 millions \$, soit 15,1 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 66,9 millions \$, soit 11,8 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,8 millions \$ comptabilisés pour le trimestre. Le résultat opérationnel sectoriel du quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'est établi à 80,7 millions \$, soit 14,3 % des produits des activités ordinaires.

Le résultat opérationnel sectoriel⁴ a progressé de 8,6 millions \$, soit 11 %, par rapport au trimestre précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel de 14,4 millions \$ pour le secteur FS/C et de 1,0 million \$ pour le secteur FS/M ont été neutralisées en partie par les baisses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 4,0 millions \$, 1,6 million \$ et 1,2 million \$ pour les secteurs PS/M, PS/C et NMP.

Le résultat opérationnel sectoriel a progressé de 5,5 millions \$, soit 7 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La hausse de 12,0 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur PS/C a été contrebalancée en partie par les baisses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 4,7 millions \$, 1,6 million \$, 0,1 million \$ et 0,1 million \$ pour les secteurs PS/C, NMP, PS/M et FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 2,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,0 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La baisse par rapport au trimestre précédent traduit d'abord et avant tout la diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances, neutralisée en partie par l'augmentation d'obligations de R-D.

Taux d'imposition effectif de 14 % ce trimestre

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 10,0 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 19 % au trimestre précédent et à 8 % au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La diminution du taux d'imposition effectif comparativement au trimestre précédent est principalement attribuable à la modification des taux d'imposition quasi-adoptés en Allemagne, au Royaume-Uni et en Norvège, au règlement de contrôles fiscaux au cours du trimestre et à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Abstraction faite du changement des taux d'imposition et du règlement de contrôles fiscaux, le taux d'imposition se serait élevé à 21 % pour le trimestre.

L'augmentation du taux d'imposition effectif comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2013 est principalement attribuable au règlement de contrôles fiscaux au quatrième trimestre de l'exercice 2013 et à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6)

4.2 Résultat opérationnel – Exercice 2014

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Produits des activités ordinaires	2 114,9	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 518,0	1 450,4 \$
Marge brute	596,9	584,8 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	28,2	28,7 %
Frais de recherche et de développement	68,4	60,1 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	287,1	264,5 \$
Autres profits – montant net	(20,4)	(22,4) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(30,0)	(20,1) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	68,7 \$
Résultat opérationnel	291,8	234,0 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,8	11,5 %
Produits financiers	(9,8)	(9,4) \$
Charges financières	80,5	74,5 \$
Charges financières – montant net	70,7	65,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	221,1	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	30,0	28,2 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt (taux d'imposition)</i>	14	17 %
Résultat net	191,1	140,7 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	190,0	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	3,0 \$
	191,1	140,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué	0,73	0,53 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 4 %, soit 79,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires sont en hausse par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 55,5 millions \$, soit 8 %, en raison de l'intégration dans nos résultats d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à.r.l. (OAA) acquise en mai 2012, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens et de l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Asie du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs. L'augmentation a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des activités de placement de membres d'équipage et de nos activités de formation en Amérique du Sud et en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 48,7 millions \$, soit 20 %, principalement en raison des nouveaux contrats signés au cours de l'exercice écoulé en Amérique du Nord et en Australie, conjugués aux programmes dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service dans les mêmes régions. La hausse traduit également l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. L'augmentation a été neutralisée en partie par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, laquelle est dorénavant comptabilisée comme une participation mise en équivalence, alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une coentreprise selon la méthode de la consolidation proportionnelle;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C sont demeurés stables, affichant une augmentation de 4,6 millions \$, en raison de la hausse du niveau de production découlant de l'augmentation des commandes enregistrées et du carnet de commandes, contrebalancée par la baisse des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 4,1 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des dispositifs d'entraînement aux tâches d'échographie, des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, compte tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien et de l'accroissement du nombre de produits installés, a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. Quant à CAE Mines, la baisse des produits des activités ordinaires s'explique par le ralentissement cyclique du secteur minier, le recul des produits des activités ordinaires tirés de la vente de licences de logiciels et des services de consultation ayant été neutralisé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la maintenance de logiciels;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 33,2 millions \$, soit 6 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés de certains programmes australiens et nord-américains dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service. Le recul traduit également la baisse du niveau d'activité à l'égard de nos produits IES et la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et asiatiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 12,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 596,9 millions \$ pour l'exercice, soit 28,2 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 584,8 millions \$, soit 28,7 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute est demeurée stable par rapport à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel en hausse de 57,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel de l'exercice s'est élevé à 291,8 millions \$, soit 13,8 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 234,0 millions \$, soit 11,5 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. La hausse par rapport à l'exercice précédent traduit essentiellement les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 68,7 millions \$ comptabilisés à l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 302,7 millions \$, soit 14,9 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Comparativement à l'exercice précédent, le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 10,9 millions \$, soit 4 %. Les baisses respectives du résultat opérationnel sectoriel de 4,7 millions \$, de 4,4 millions \$, de 2,6 millions \$ et de 2,2 millions \$ pour les secteurs PS/C, FS/C, PS/M et NMP ont été atténuées en partie par la hausse de 3,0 millions \$ du résultat opérationnel du secteur FS/M.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 5,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013 à exercice 2014
Charges financières de la période précédente	74,5 \$
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les obligations au titre des contrats de location-financement)	7,5
Diminution des charges financières liées aux obligations au titre des contrats de location-financement	(0,2)
Diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	(2,1)
Augmentation des autres charges financières	1,7
Diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(0,9)
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	6,0 \$
Produits financiers de la période précédente	(9,4) \$
Diminution du produit d'intérêts sur les prêts et créances	0,4
Augmentation du produit au titre des autres intérêts	(0,8)
Augmentation des produits financiers depuis la période précédente	(0,4) \$
Charges financières de la période écoulée, montant net	70,7 \$

Le montant net des charges financières de l'exercice s'est élevé à 70,7 millions \$, en hausse de 5,6 millions \$, soit 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des charges d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang en décembre 2012 et la hausse d'obligations de R-D, facteurs partiellement annulés par la réduction des charges d'intérêts attribuable au recours moins important aux facilités de crédit et à la diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

Taux d'imposition effectif de 14 %

Pour l'exercice, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 30,0 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 14 %, comparativement à 17 % pour l'exercice précédent.

La diminution du taux d'imposition effectif par rapport à l'exercice 2013 est principalement attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Les principaux éléments ayant influé sur le taux d'imposition effectif de l'exercice 2014 sont la décision favorable rendue par la Cour d'appel fédérale du Canada le 17 avril 2013 en ce qui a trait au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada, la modification des taux d'imposition quasi-adoptés en Allemagne, au Royaume-Uni et en Norvège ainsi que le règlement de contrôles fiscaux au cours de l'exercice. Outre la composition des revenus, les principaux éléments ayant influé sur le taux d'imposition de l'exercice 2013 comprennent le règlement de contrôles fiscaux.

4.3 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 4 205,6 millions \$ à la fin de l'exercice 2014, en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent. Les nouvelles commandes de 2 380,3 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour l'exercice, tandis que des produits des activités ordinaires de 2 114,9 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes.

Carnet de commandes en hausse de 13 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	3 717,8 \$	3 379,0 \$
+ commandes	2 380,3	2 139,7
- produits des activités ordinaires	(2 114,9)	(2 035,2)
+/- ajustements	222,4	234,3
Carnet de commandes en fin de période	4 205,6 \$	3 717,8 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements tiennent compte d'un montant de 222,4 millions \$ lié à l'incidence favorable des variations du change.

Les ajustements de l'exercice 2013 incluaient l'ajout d'un montant de 234,3 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA et de la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,97. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,13.

En raison de la mise en œuvre d'IFRS 11, *Partenariats*, dont il est fait mention sous *Modifications de méthodes comptables* :

- La valeur attendue des commandes obtenues par les coentreprises dans lesquelles nous détenons une participation est exclue du carnet de commandes de CAE;
- La valeur totale des commandes entre nous et nos coentreprises est prise en compte dans le carnet de commandes de CAE.

Notre carnet de commandes consolidé au 31 mars 2013 a été retraité en conséquence.

Les commandes non financées⁵ des secteurs militaires combinés s'établissaient à 406,7 millions \$ au 31 mars 2014. De plus, le carnet de commandes de nos coentreprises⁵, mesure qui nous indique à combien se monte en principe notre quote-part des commandes que nos coentreprises ont reçues, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées, s'établissait à 392,5 millions \$ au 31 mars 2014. Ces montants ne sont pas inclus dans le carnet de commandes consolidé présenté dans le tableau ci-dessus.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments de notre analyse du résultat sectoriel et du résultat opérationnel sectoriel sont présentés par ordre d'importance.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT**Résultat opérationnel sectoriel**

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
<i>Secteurs civils</i>							
Formation et services associés – Civil	96,3	100,7	36,9	22,5	19,4	17,5	24,9 \$
	13,5	15,3	18,6	13,1	11,7	9,8	14,1 %
Produits de simulation – Civil	83,5	88,2	21,1	22,7	19,6	20,1	25,8 \$
	18,1	19,3	16,9	20,7	19,0	16,3	18,0 %
<i>Secteurs militaires</i>							
Produits de simulation – Militaire	77,4	80,0	19,3	23,3	18,3	16,5	19,4 \$
	14,6	14,2	13,7	18,3	14,8	12,0	12,7 %
Formation et services associés – Militaire	30,4	27,4	8,7	7,7	6,9	7,1	8,8 \$
	10,4	11,2	9,7	10,4	10,2	11,6	13,8 %
Nouveaux marchés principaux	4,2	6,4	0,2	1,4	1,0	1,6	1,8 \$
	3,6	5,7	0,7	4,7	3,7	5,4	6,2 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	291,8	302,7	86,2	77,6	65,2	62,8	80,7 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	-	(68,7)	-	-	-	-	(13,8) \$
Résultat opérationnel	291,8	234,0	86,2	77,6	65,2	62,8	66,9 \$

Capital utilisé⁶

<i>(en millions)</i>	31 mars 2014	31 décembre 2013	30 septembre 2013	30 juin 2013	31 mars 2013
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	1 703,1	1 612,7	1 515,1	1 520,9	1 464,7 \$
Produits de simulation – Civil	73,2	52,5	52,5	104,4	56,4 \$
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	354,9	382,1	340,9	344,1	326,1 \$
Formation et services associés – Militaire	212,4	194,6	177,0	174,1	152,0 \$
Nouveaux marchés principaux	222,4	217,8	205,7	207,6	199,2 \$
	2 566,0	2 459,7	2 291,2	2 351,1	2 198,4 \$

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2014

Expansions

- Notre coentreprise Emirates-CAE Flight Training (ECFT) a inauguré son deuxième centre de formation des pilotes à Dubaï (Émirats arabes unis);
- Nous avons annoncé l'ajout de 35 nouveaux avions d'entraînement Piper au parc de la CAE Oxford Aviation Academy;
- ECFT a annoncé que son simulateur de vol doté d'une double configuration pour les jets d'affaires Bombardier Challenger 604 et Challenger 605 a reçu une qualification de la part de divers pays et a également annoncé qu'elle installera un simulateur de vol, qui devrait être mis en service à la fin de 2014, pour les jets d'affaires Bombardier Global 5000 et Global 6000 dotés du poste de pilotage Bombardier Vision;
- Nous avons annoncé l'expansion de notre entente de fournisseur autorisé de formation (ATP) avec Bombardier en Europe en y ajoutant un simulateur Bombardier Challenger 605 ainsi que l'installation d'un nouveau simulateur pour les jets d'affaires Bombardier Global 5000/6000 équipés du poste de pilotage Bombardier Vision à notre centre de formation d'Amsterdam;
- Nous avons annoncé un prolongement de notre partenariat avec Aviation Performance Solutions (APS) visant à fournir un programme de formation sur la prévention et le rétablissement en cas de perte de contrôle (UPRT) aux pilotes d'avions d'affaires en Europe. Le programme fait appel à des cours théoriques éprouvés sur Internet ainsi qu'à des exercices et à des scénarios du perfectionnement des compétences pratiques en vol et sur simulateur;
- Nous avons lancé un nouveau programme de formation MPL avec Tigerair. En soutien à ce programme, nous avons annoncé que nous ouvrirons un centre de formation initiale au sol à Singapour;
- Nous avons annoncé le début de la formation au centre CAE Simulation Training P.L. à Delhi, en Inde. Le centre de formation est une coentreprise entre CAE et Interglobe, société mère d'IndiGo;
- Nous avons annoncé la conclusion d'un accord avec Airbus Helicopters (auparavant, Eurocopter Group) portant sur la construction d'un centre de formation approuvé sur l'hélicoptère EC225 en Norvège, y compris d'un simulateur de vol et de missions de niveau D;
- Nous avons annoncé l'ajout d'un quatrième simulateur de vol Dassault Falcon 7X à notre réseau de formation à l'échelle mondiale. Ce simulateur devrait être prêt à être utilisé en 2015;
- Nous avons installé un simulateur de vol Boeing 737 NG au centre de formation d'Air France à Orly (France);
- Nous avons annoncé un accord avec Dassault qui fait de CAE le fournisseur exclusif de formation approuvé par Dassault pour le tout nouveau jet d'affaires long-courrier Dassault Falcon 5X.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé CAE Tropos^{MC}-6000XR, notre plus récent générateur d'images pour la formation pour l'aviation civile. Le logiciel fournit un environnement plus immersif et une meilleure expérience en matière de formation au pilotage;
- Nous avons annoncé des services de formation à la maintenance pour les nouveaux avions Dassault Falcon 2000 LXS et 2000S, dont la configuration EASy II, et lancé la solution CAE RealCase Troubleshooting pour les modèles Dassault Falcon 7X, Falcon 900EX EASy, et Falcon 2000EX EASy;
- Nous avons annoncé le lancement du simulateur de vol Série CAE 7000XR, qui tire parti des plus récentes avancées en matière de technologie et de capacités de formation et établit une nouvelle norme en matière de simulateurs de niveau D. Cette toute dernière génération de la référence de l'industrie de CAE est conçue de façon à optimiser les coûts de cycle de vie pour nos clients et de répondre aux besoins de formation actuels et futurs.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	1 176,7	1 116,6	323,5	282,1	269,3	301,8	319,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	179,8	188,9	58,0	45,2	39,0	37,6	50,7 \$
Marges opérationnelles	15,3	16,9	17,9	16,0	14,5	12,5	15,9 %
Carnet de commandes	2 161,7	1 722,6	2 161,7	2 081,9	1 997,0	1 754,4	1 722,6 \$

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs civils combinés ont totalisé 323,5 millions \$, en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent. Les deux secteurs civils ont contribué à la croissance, qui s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés de la formation du fait de la hausse du taux d'utilisation des simulateurs de notre réseau, surtout en Amérique du Nord et en Europe, de même que par la hausse des produits des activités ordinaires attribuable à l'augmentation du niveau de production de simulateurs découlant de la hausse des commandes enregistrées. La marge opérationnelle des secteurs civils combinés s'est établie à 17,9 %, en hausse par rapport à 16,0 % pour le trimestre précédent. L'augmentation de la marge reflète la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la formation du fait de la progression du taux d'utilisation des simulateurs du réseau de formation.

Pour l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs civils combinés ont totalisé 1 176,7 millions \$, en hausse de 5 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui rend essentiellement compte de l'intégration d'OAA dans nos résultats. La marge opérationnelle des secteurs civils combinés s'est établie à 15,3 %, en baisse par rapport à 16,9 % à l'exercice précédent. La diminution de la marge reflète en grande partie la baisse du taux d'utilisation des simulateurs de notre réseau de formation ainsi que la hausse des coûts liés à la mise en service de nouveaux centres de formation en Asie, au déménagement de simulateurs et aux indemnités de fin de contrat de travail.

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,08 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,28.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 263,1 millions \$ au 31 mars 2014.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 247,5 millions \$, notamment :

- Un contrat à long terme avec Turkish Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement du contrat à long terme avec Aerovias del Continente Americano S.A. pour la maintenance des dispositifs de formation aéronautique et des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement du contrat à long terme avec Robert Bosch GmbH pour des services de formation des pilotes;
- Un contrat à long terme avec WorldWide Jet Charter LLC pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES et les FFS déployés)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	715,3	659,8	198,4	172,2	166,4	178,3	176,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	96,3	100,7	36,9	22,5	19,4	17,5	24,9 \$
Marges opérationnelles	13,5	15,3	18,6	13,1	11,7	9,8	14,1 %
Dotation aux amortissements	98,3	92,5	25,8	23,3	23,9	25,3	23,6 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	120,5	71,4	52,9	30,3	16,8	20,5	5,8 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	17,0	19,8	4,0	3,0	2,6	7,4	2,7 \$
Capital utilisé	1 703,1	1 464,7	1 703,1	1 612,7	1 515,1	1 520,9	1 464,7 \$
Carnet de commandes	1 597,7	1 311,6	1 597,7	1 502,1	1 445,4	1 300,0	1 311,6 \$
Unités NES ⁷	191	181	194	190	188	190	187
FFS déployés	239	227	239	238	233	230	227

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Produits des activités ordinaires en hausse de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 13 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Europe du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs et de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens de même que de l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Europe et en Amérique du Nord du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage.

Produits des activités ordinaires de 715,3 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 8 %, soit 55,5 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse découle en grande partie de l'intégration d'OAA, acquise en mai 2012, dans nos résultats, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens ainsi que de l'augmentation des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Asie du fait de la hausse des taux d'utilisation des simulateurs. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos activités de placement de membres d'équipage et de nos activités de formation en Amérique du Sud et en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 64 % par rapport au trimestre précédent et de 48 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 36,9 millions \$ (18,6 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 22,5 millions \$ (13,1 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 24,9 millions \$ (14,1 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 14,4 millions \$, soit 64 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la progression des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Europe, aux profits à la cession de deux FFS et à l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 12,0 millions \$, soit 48 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. L'augmentation traduit en grande partie la hausse du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises), la progression des produits des activités ordinaires réalisés en Europe, l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens et les profits à la cession de deux FFS.

Résultat opérationnel sectoriel de 96,3 millions \$, en baisse de 4 %, soit 4,4 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 96,3 millions \$ (13,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 100,7 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La baisse traduit en grande partie la diminution des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Sud et la hausse des coûts liés à la mise en service de nouveaux centres de formation en Asie, le déménagement de FFS ainsi que les indemnités de fin de contrat de travail. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises), par les profits à la reprise d'une provision liée à l'acquisition d'OAA et à la cession de FFS et par l'intégration d'OAA, acquise en mai 2012, dans nos résultats. La progression traduit également l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger en dollars canadiens, ce facteur ayant été neutralisé en partie par l'incidence défavorable des variations du change à la réévaluation de nos comptes de fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 52,9 millions \$ ce trimestre et de 120,5 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 7,8 millions \$ ce trimestre et à 28,3 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 45,1 millions \$ ce trimestre et à 92,2 millions \$ pour l'exercice.

Capital utilisé en hausse de 90,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 238,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre et à l'exercice précédent est principalement attribuable à la hausse des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles découlant en grande partie des variations du change et à l'augmentation de la valeur de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait des variations du change et d'une rentabilité accrue.

Carnet de commandes de 1 597,7 millions \$ à la fin de l'exercice

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	1 311,6 \$	937,4 \$
+ commandes	898,9	778,4
- produits des activités ordinaires	(715,3)	(659,8)
+/- ajustements	102,5	255,6
Carnet de commandes en fin de période	1 597,7 \$	1 311,6 \$

Les ajustements de l'exercice 2014 tiennent compte d'abord et avant tout des variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements étaient principalement attribuables à l'ajout d'un montant de 254,0 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,25. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,26.

Le carnet de commandes des coentreprises s'établissait à 263,1 millions \$ au 31 mars 2014.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 8 FFS suivants :

- Un FFS Boeing 737-800W à Southwest Airlines;
- Un FFS Airbus A320 à Lufthansa Flight Training;
- Un FFS Airbus A320 à CAE Flight Training (India) Private Limited, coentreprise de CAE et d'InterGlobe;
- Cinq FFS, soit trois Airbus A320, un Boeing 737NG et un Boeing 777, à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C pour l'exercice est de 48.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	461,4	456,8	125,1	109,9	102,9	123,5	143,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	83,5	88,2	21,1	22,7	19,6	20,1	25,8 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	18,1	19,3	16,9	20,7	19,0	16,3	18,0 %
Dotation aux amortissements	12,2	8,6	3,5	3,3	2,5	2,9	3,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	7,8	4,9	4,1	1,7	0,8	1,2	0,6 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	23,4	20,4	8,0	5,4	4,5	5,5	5,5 \$
Capital utilisé	73,2	56,4	73,2	52,5	52,5	104,4	56,4 \$
Carnet de commandes	564,0	411,0	564,0	579,8	551,6	454,4	411,0 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 13 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par les niveaux de production accrus découlant d'une augmentation des commandes enregistrées.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits.

Produits des activités ordinaires de 461,4 millions \$ pour l'exercice, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent

La hausse attribuable au niveau de production accru découlant de la hausse des commandes enregistrées et du carnet de commandes a été neutralisée par le recul des produits des activités ordinaires attribuables aux simulateurs partiellement construits.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 7 % par rapport au trimestre précédent et de 18 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 21,1 millions \$ (16,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 22,7 millions \$ (20,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 25,8 millions \$ (18,0 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La diminution par rapport au trimestre précédent résulte essentiellement du fléchissement des marges sur les projets du fait de la composition moins favorable des programmes et de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration en soutien de l'activité de vente accrue, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique d'abord et avant tout par la baisse des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut, et par l'incidence défavorable des variations du change. Le recul a été neutralisé en partie par la diminution des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

Résultat opérationnel sectoriel de 83,5 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 5 %, soit 4,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 83,5 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 88,2 millions \$ (19,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La diminution résulte essentiellement de l'incidence défavorable des variations du change et de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la combinaison favorable de programmes.

Capital utilisé en hausse de 20,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 16,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la hausse des actifs au titre des contrats en cours, neutralisée en partie par la baisse des créances clients.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la progression des stocks, des immobilisations incorporelles du fait des investissements dans les frais de développement et des créances clients, neutralisée en partie par la hausse des passifs au titre des contrats en cours.

Carnet de commandes en hausse de 37 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	411,0 \$	385,5 \$
+ commandes	608,4	494,7
- produits des activités ordinaires	(461,4)	(456,8)
+/- ajustements	6,0	(12,4)
Carnet de commandes en fin de période	564,0 \$	411,0 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements représentent essentiellement les variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements représentaient essentiellement la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,82. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,32.

Il n'y avait pas de carnet de commandes des coentreprises au 31 mars 2014.

5.2 Secteurs militaires**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2014****Expansions**

- Nous avons amorcé la construction du nouveau centre de formation polyvalent (MPTC) de CAE Brunei à Rimba (Brunei Darussalam), laquelle est en phase d'achèvement. Le centre devrait être en service d'ici au printemps 2014. Conjointement avec le gouvernement du Brunei, nous avons également annoncé que le centre de formation polyvalent s'agrandira grâce à l'ajout d'un centre d'excellence pour la gestion des urgences et des crises qui appuiera la préparation en cas de catastrophes;
- Nous fournissons des services de soutien à la formation sur place au centre de formation aéronautique de l'Armée dans le Queensland, en Australie, à la suite de la réception du premier simulateur de vol et de missions NH90 au monde à avoir été qualifié au niveau D;
- Nous avons installé un simulateur King Air 350 de Série CAE 5000 dans un nouveau centre de formation à Sale (Australie) et nous fournissons des services de simulation à la Royal Australian Air Force et à la Royal Australian Navy jusqu'en 2018 en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci;
- Nous avons annoncé que notre centre de formation Rotorsim situé à Sesto Calende (Italie), coentreprise avec AgustaWestland, continuera sa croissance grâce à l'ajout d'un simulateur d'hélicoptères AW169 de Série CAE 3000;
- Nous avons annoncé que le premier simulateur de vol AW189 de Série CAE 3000 a reçu la qualification de niveau D et est maintenant prêt à être utilisé au centre de formation Rotorsim situé à Sesto Calende (Italie);
- Nous avons annoncé que Rotorsim fera l'acquisition de son second simulateur d'hélicoptères AW189 de Série CAE 3000 et le déploiera dans un nouveau centre de formation situé à Aberdeen (Écosse). Ce simulateur sera utilisé en soutien à Bristow Helicopters et aux autres exploitants de la région de la mer du Nord.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons signé un protocole d'entente avec Lockheed Martin comme fournisseur privilégié de services de soutien à la formation, d'intégration des systèmes de formation, d'exploitation et de maintenance pour le F-35 si le Canada choisit cet appareil;
- Nous avons signé un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems afin de chercher des façons d'intégrer les systèmes de simulation et d'entraînement de CAE sur les avions télépilotés Predator à l'échelle internationale;
- Nous avons livré le système d'entraînement des commandants et des officiers CAE GESI de dernière génération, qui est maintenant utilisé au centre de simulation de combat de l'armée allemande à Wildflecken;
- Nous avons aidé Ambulance Victoria à Brisbane, en Australie, à lancer Virtual Paramedic, une solution de formation fondée sur la simulation, pour aider à se préparer en cas d'incidents comportant un grand nombre de blessés;
- Nous avons conclu un accord de coopération portant sur la création d'une nouvelle solution de simulation constructive fédérée appelée GlobalSim qui combine le système d'entraînement des commandants et des officiers CAE GESI avec la solution Joint Theatre-Level Simulation de Rolands & Associates;
- Nous avons fourni à la Ville d'Ottawa un système intégré de gestion des situations d'urgence qui améliorera la collaboration multiorganismes et facilitera la prise de décisions efficaces dans des situations d'urgence;
- Nous assurons la conception et la construction d'un simulateur de missions UH-60L/M Black Hawk qui sera utilisé par la police fédérale du Mexique.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	822,0	806,5	230,3	201,8	191,1	198,8	217,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	107,8	107,4	28,0	31,0	25,2	23,6	28,2 \$
Marges opérationnelles	13,1	13,3	12,2	15,4	13,2	11,9	13,0 %
Carnet de commandes	2 043,9	1 995,2	2 043,9	2 024,3	1 942,4	1 960,1	1 995,2 \$

Au quatrième trimestre de l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs militaires combinés ont totalisé 230,3 millions \$, en hausse de 14 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse de l'apport des nouveaux contrats conclus ce trimestre et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La marge opérationnelle des secteurs militaires combinés s'est établie à 12,2 %, en baisse par rapport à 15,4 % au trimestre précédent. Le recul de la marge traduit la combinaison plus favorable de programmes au trimestre précédent de même que l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, ce trimestre.

Pour l'exercice 2014, les produits des activités ordinaires des secteurs militaires combinés ont totalisé 822,0 millions \$, en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui traduit l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La marge opérationnelle des secteurs militaires combinés s'est établie à 13,1 %, ce qui est stable par rapport à l'exercice précédent. Le repli de la marge du fait de la reprise d'une provision pour contrepartie éventuelle survenue à l'exercice précédent, de l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration et de celle des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, a été contrebalancé par l'amélioration de la marge découlant de nos programmes européens et nord-américains et par la rentabilité accrue de nos participations mises en équivalence (coentreprises).

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,82 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,92.

Au 31 mars 2014, les commandes non financées des secteurs militaires combinés s'établissaient à 406,7 millions \$ et le carnet de commandes des coentreprises, à 129,4 millions \$.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 133,1 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de Beechcraft Corporation pour le développement d'un système d'entraînement au sol complet T-6C pour la Royal New Zealand Air Force;
- Une commande de la Force aérienne polonaise pour la fourniture d'un simulateur d'hélicoptère SW-4 en soutien au programme de formation de l'École de la Force aérienne polonaise à Deblin (Pologne);
- Une commande de Boeing pour la construction de quatre dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A additionnels pour l'U.S. Navy.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	529,3	562,5	140,5	127,5	123,5	137,8	153,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	77,4	80,0	19,3	23,3	18,3	16,5	19,4 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	14,6	14,2	13,7	18,3	14,8	12,0	12,7 %
Dotation aux amortissements	17,2	15,3	4,7	4,5	4,1	3,9	4,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	7,0	5,2	2,3	2,0	1,2	1,5	(0,6) \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	15,3	26,1	5,6	3,5	2,4	3,8	6,8 \$
Capital utilisé	354,9	326,1	354,9	382,1	340,9	344,1	326,1 \$
Carnet de commandes	682,5	688,7	682,5	669,9	635,4	673,4	688,7 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 8 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger. La hausse a été contrebalancée par le recul des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 découle essentiellement de la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens, compensée en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Produits des activités ordinaires de 529,3 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 6 %, soit 33,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le fléchissement des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent s'explique d'abord et avant tout par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de certains programmes australiens et nord-américains dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service. La baisse traduit également le recul du niveau d'activité à l'égard de nos produits IES et la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et asiatiques. Cette baisse a été neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 17 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 19,3 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 23,3 millions \$ (18,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 19,4 millions \$ (12,7 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par le recul des volumes à l'égard des programmes asiatiques, la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et la diminution des marges à l'égard des programmes européens, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des volumes à l'égard des programmes nord-américains.

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La baisse découlant de la diminution du volume à l'égard des programmes asiatiques et de la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, a été neutralisée par la hausse des marges à l'égard des programmes nord-américains et européens.

Résultat opérationnel sectoriel de 77,4 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 3 %, soit 2,6 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 77,4 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 80,0 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la reprise d'une provision pour contrepartie éventuelle survenue au deuxième trimestre de l'exercice 2013, de la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et de la baisse du volume à l'égard des programmes asiatiques. La diminution a été contrebalancée en partie par la hausse des marges à l'égard des programmes européens et nord-américains.

Capital utilisé en baisse de 27,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 28,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer, la hausse des passifs au titre des contrats en cours et la baisse des actifs au titre des contrats en cours, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la hausse des créances clients de même que par les variations du change découlant de l'affaiblissement du dollar canadien.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'investissement accru dans les autres actifs non courants et par l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant d'abord et avant tout des variations du change.

Carnet de commandes stable par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	688,7 \$	787,2 \$
+ commandes	484,7	397,0
- produits des activités ordinaires	(529,3)	(562,5)
+/- ajustements	38,4	67,0
Carnet de commandes en fin de période	682,5 \$	688,7 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements s'expliquent essentiellement par les variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquaient essentiellement par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,95. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,92.

Au 31 mars 2014, les commandes non financées s'établissaient à 38,0 millions \$ et il n'y avait pas de carnet de commandes des contreprises.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 55,9 millions \$, notamment :

- Un contrat avec l'Organisme fédéral des équipements, des technologies de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr (Allemagne) portant sur la fourniture d'une gamme de services de soutien à la formation sur place pour l'équipement de simulation de vol, y compris les simulateurs Tornado, C-160 Transall, P-3C Orion, Mk-41 Sea King et le système de sélection des pilotes des Forces allemandes;
- Un contrat avec PWN Excellence Sdn Bhd, établie à Subang (Malaisie), portant sur la fourniture de services complets de soutien du cycle de vie et de maintenance du simulateur AW139 sur les dix prochaines années.

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	292,7	244,0	89,8	74,3	67,6	61,0	64,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	30,4	27,4	8,7	7,7	6,9	7,1	8,8 \$
Marges opérationnelles	10,4	11,2	9,7	10,4	10,2	11,6	13,8 %
Dotation aux amortissements	25,2	14,6	7,5	6,9	6,7	4,1	4,8 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	19,0	12,1	5,7	2,6	5,1	5,6	7,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	1,0	2,4	0,4	0,2	0,1	0,3	0,3 \$
Capital utilisé	212,4	152,0	212,4	194,6	177,0	174,1	152,0 \$
Carnet de commandes	1 361,4	1 306,5	1 361,4	1 354,4	1 307,0	1 286,7	1 306,5 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 21 % par rapport au trimestre précédent et de 40 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger et par la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos services IES.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de 2013 découle essentiellement de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, de la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens.

Produits des activités ordinaires de 292,7 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 20 %, soit 48,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique en grande partie par la signature de nouveaux contrats au cours de l'exercice en Amérique du Nord et en Australie, conjugués aux programmes dont la phase de construction a pris fin et qui ont maintenant entamé la phase de soutien en service dans les mêmes régions. La hausse traduit également l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats de nos établissements à l'étranger, la progression du niveau d'activité à l'égard de nos services IES et la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La hausse a été neutralisée en partie par la création d'une coentreprise à la fin de l'exercice 2013, coentreprise maintenant comptabilisée comme une participation mise en équivalence alors qu'elle était auparavant comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 13 % par rapport au trimestre précédent et stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 8,7 millions \$ (9,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 7,7 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 8,8 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La hausse par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la hausse du volume à l'égard de nos programmes nord-américains et à la progression des marges à l'égard de nos programmes européens, annulées en partie par le résultat des participations mises en équivalence (coentreprises).

Le résultat opérationnel sectoriel est demeuré stable par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La diminution découlant de la hausse des frais de vente, généraux et d'administration a été neutralisée par l'augmentation des marges à l'égard des programmes européens, des volumes à l'égard des programmes australiens et du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises).

Résultat opérationnel sectoriel de 30,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 11 %, soit 3,0 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 30,4 millions \$ (10,4 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 27,4 millions \$ (11,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique en grande partie par l'augmentation du résultat des participations mises en équivalence (coentreprises) et par la progression du volume à l'égard des programmes nord-américains et européens. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, y compris les coûts engagés au démarrage des activités de certains programmes asiatiques.

Capital utilisé en hausse de 17,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 60,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation des immobilisations corporelles, par la hausse des autres actifs non courants découlant essentiellement des variations du change ainsi que par l'augmentation de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et les participations mises en équivalence du fait de la rentabilité accrue.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par la hausse des autres actifs non courants découlant essentiellement des variations du change, du fonds de roulement hors trésorerie, de l'investissement dans les participations mises en équivalence du fait de la rentabilité accrue et des immobilisations corporelles traduisant les dépenses d'investissement en immobilisations et les variations du change.

Carnet de commandes en hausse de 4 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Carnet de commandes en début de période	1 306,5 \$	1 268,9 \$
+ commandes	272,1	357,5
- produits des activités ordinaires	(292,7)	(244,0)
+/- ajustements	75,5	(75,9)
Carnet de commandes en fin de période	1 361,4 \$	1 306,5 \$

Pour l'exercice 2014, les ajustements s'expliquent en grande partie par les variations du change. Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquaient en grande partie par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,62. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,93.

Au 31 mars 2014, les commandes non financées s'établissaient à 368,7 millions \$ et le carnet de commandes des coentreprises, à 129,4 millions \$.

5.3 Nouveaux marchés principaux**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2014**

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

Expansions

- Nous avons conclu des ententes avec de nouveaux distributeurs au Bangladesh, au Chili, au Costa Rica, en Allemagne, en Inde, en Malaisie, à Malte, au Pérou, à Singapour, aux Pays-Bas et aux Émirats arabes unis;
- Notre nouvelle installation de formation avec un groupe hospitalier brésilien a ouvert ses portes et amorcé ses activités;
- Nous nous sommes associés au Community Hospital à Long Beach (États-Unis) pour utiliser leurs installations afin d'accroître le nombre de nos centres de formation sur la côte Ouest.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une nouvelle version de notre système de gestion de centres de formation et des données audiovisuelles LearningSpace, doté d'un nouveau gestionnaire des ressources qui assure le suivi des actifs des centres de simulation;
- Nous avons lancé une nouvelle version de notre système d'exploitation de simulateurs d'échographie VIMEDIX, qui accroît les fonctionnalités et les pathologies du simulateur d'échocardiographie VIMEDIX et de VIMEDIX Ob/Gyn;
- Nous avons lancé un module de formation sur l'examen endo-vaginal au premier trimestre pour le simulateur d'échographie VIMEDIX Ob/Gyn;
- Nous avons dévoilé le simulateur maternel/foetal CAE Fidelis au salon International Meeting on Simulation in Healthcare (IMSH) à San Francisco (États-Unis).

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

Expansions

- Nous avons étendu nos capacités de soutien à la clientèle et de vente en Colombie;
- Nous avons conclu un accord de distribution avec Simsmart Technologies Inc. en vertu duquel nous offrons la technologie de ventilation souterraine automatisée SmartEXEC partout dans le monde;
- Nous avons annoncé un accord de collaboration avec Geovariances qui permet à CAE Mines d'avoir un accès exclusif aux bibliothèques géostatistiques de Geovariances pour le secteur minier. La première version commerciale au sein de la gamme de produits de CAE Mines devrait être lancée au premier trimestre de l'exercice 2015.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons livré et mis en service nos premiers simulateurs de mines souterraines au centre de formation de Fresnillo PLC (Mexique);
- Nous avons lancé un service d'optimisation des mines à ciel ouvert « dans le nuage » qui est considérablement plus rapide que les méthodes actuelles;
- Nous avons lancé d'importantes mises à niveau de notre système de gestion des données géologiques, de notre système de photographie stéréoscopique et de cartographie 3D Sirovision et de notre principale solution de modélisation des ressources comportant notamment une meilleure performance et une nouvelle fonctionnalité de simulation des conditions;
- Nous avons lancé un nouveau système innovateur de conception des modèles de forage et de dynamitage comportant des fonctionnalités de conception automatisée et de téléchargement des données vers les foreuses;
- Nous avons lancé une importante mise à niveau de notre système de modélisation stratigraphique comportant des améliorations des fonctions de calibration des modèles, de modélisation des failles et de contournage.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de dix simulateurs d'échographie et de cinq simulateurs chirurgicaux à cinq hôpitaux du service de santé publique (NHS) britannique par l'intermédiaire des comités locaux d'éducation et de formation de Health Education England;
- La vente de trois simulateurs de patients, d'un simulateur d'échographie, de deux dispositifs d'entraînement aux tâches d'échographie, d'un système de gestion des centres et d'une garantie pluriannuelle à une université de recherche publique des États-Unis;
- La vente de cinq simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie, de deux dispositifs d'entraînement aux tâches d'échographie et d'une garantie pluriannuelle à une université privée des États-Unis;
- La vente d'un système de gestion des centres à une université publique d'Arabie saoudite.

Les ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de systèmes de modélisation des ressources, de modélisation stratigraphique et de planification des mines à Kazakhmys PLC (Kazakhstan);
- La vente d'un projet d'automatisation de la ventilation des mines pour la mine de Fresnillo PLC à San Julián (Mexique);
- La vente de systèmes de modélisation des ressources à ciel ouvert et de planification des mines à Swakop Uranium (Pty) Ltd (Namibie).

Résultats financiers

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Produits des activités ordinaires	116,2	112,1	29,6	29,7	27,1	29,8	29,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	4,2	6,4	0,2	1,4	1,0	1,6	1,8 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	3,6	5,7	0,7	4,7	3,7	5,4	6,2 %
Dotations aux amortissements	14,2	11,7	3,9	3,5	3,3	3,5	4,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	3,1	3,1	0,7	0,6	0,7	1,1	0,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	13,4	9,5	3,8	4,1	2,8	2,7	2,5 \$
Capital utilisé	222,4	199,2	222,4	217,8	205,7	207,6	199,2 \$

Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. La baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines a été contrebalancée par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé. Le fléchissement des produits des activités ordinaires de CAE Mines traduit la baisse des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation. L'augmentation des produits des activités ordinaires de CAE Santé s'explique par la progression des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, y compris l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients.

La hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, la hausse des produits des activités ordinaires s'explique par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs chirurgicaux et des simulateurs de patients, y compris l'incidence de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les produits des activités ordinaires de CAE Mines ont reculé en raison du fléchissement des produits des activités ordinaires tirés de l'octroi de licences de logiciels et des services de consultation.

Produits des activités ordinaires de 116,2 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 4 %, soit 4,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique principalement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines. Pour CAE Santé, la progression des produits des activités ordinaires tirés des entraîneurs de tâches d'échographie, des simulateurs chirurgicaux et des systèmes de gestion des centres, y compris l'incidence du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien et d'un accroissement du nombre de produits installés a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients. Quant à CAE Mines, la baisse des produits des activités ordinaires s'explique par le ralentissement cyclique du secteur minier, qui s'est traduit par la diminution des produits des activités ordinaires tirés de la vente de licences de logiciels et de services de consultation, compensée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la maintenance de logiciels.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 86 % par rapport au trimestre précédent et de 89 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 0,2 million \$ (0,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,4 million \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 1,8 million \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement la diminution des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines dont il est question plus haut.

La baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique essentiellement par la diminution du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines en raison du fléchissement des produits des activités ordinaires, neutralisée en partie par le recul des frais de vente, généraux et d'administration.

Résultat opérationnel sectoriel de 4,2 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 34 %, soit 2,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 4,2 millions \$ (3,6 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 6,4 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) à l'exercice précédent.

La baisse par rapport à l'exercice précédent traduit d'abord et avant tout le fléchissement du résultat opérationnel sectoriel de CAE Mines provenant de la baisse des produits des activités ordinaires, neutralisé en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration.

Capital utilisé en hausse de 4,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 23,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles, qui s'explique d'abord et avant tout par les variations du change, neutralisée en partie par l'augmentation des dettes fournisseurs et charges à payer.

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles qui découle surtout des variations du change.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(en millions)	Exercice 2014	Exercice 2013	T4-2014	T3-2014	T4-2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	304,8 \$	239,1 \$	96,4 \$	56,2 \$	80,6 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(28,8)	(84,6)	27,9	(39,2)	33,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	276,0 \$	154,5 \$	124,3 \$	17,0 \$	113,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(46,1)	(31,8)	(15,1)	(14,4)	(2,7)
Autres actifs	(23,8)	(21,8)	(5,3)	(5,6)	(7,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	15,4	9,2	8,5	0,5	1,1
Produit net tiré des (paiements versés aux) participations mises en équivalence	4,2	(1,4)	1,8	0,4	1,4
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	15,0	11,9	0,8	-	9,0
Dividendes versés	(40,1)	(37,1)	(9,9)	(10,6)	(10,2)
Flux de trésorerie disponibles ⁸	200,6 \$	83,5 \$	105,1 \$	(12,7) \$	105,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(111,3)	(64,9)	(50,6)	(22,8)	(11,0)
Frais de développement inscrits à l'actif	(48,1)	(49,6)	(14,1)	(11,7)	(12,6)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	3,6	3,5	14,0	1,0	1,5
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(3,8)	(285,3)	(0,4)	(2,9)	(0,7)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	23,4	-	9,5	9,3	-
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	64,4 \$	(312,8) \$	63,5 \$	(39,8) \$	82,4 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 105,1 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 117,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent et diminué de 0,1 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Les flux de trésorerie disponibles sont demeurés stables par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2013. La baisse liée aux variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont été contrebalancées en partie par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Flux de trésorerie disponibles de 200,6 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 117,1 millions \$, soit 140 %, par rapport à l'exercice précédent.

La hausse des flux de trésorerie disponibles par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable à la progression des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 65,7 millions \$ ce trimestre et de 157,4 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 50,6 millions \$ ce trimestre et à 111,3 millions \$ pour l'exercice. Nos décisions en matière d'attribution du capital de croissance sont fondées sur le marché et ont pour but de nous permettre de réagir aux besoins de nos clients, existants et nouveaux. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 15,1 millions \$ ce trimestre et 46,1 millions \$ pour l'exercice.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire au 31 mars 2014 était de 550,0 millions \$ US (550,0 millions \$ US en 2013) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2014, un prélèvement équivalant à 49,1 millions \$ US avait été effectué sur ces facilités (66,5 millions \$ US en 2013), et un montant de 120,4 millions \$ US avait servi à l'émission de lettres de crédit (121,6 millions \$ US en 2013). Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le taux LIBOR majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Le 1^{er} octobre 2013, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à repousser la date d'échéance d'avril 2017 à octobre 2018.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 150,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2014, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 48,8 millions \$ (62,6 millions \$ en 2013).

Nous disposons d'une facilité de 10,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Converti en dollars canadiens, le montant que nous avons utilisé principalement pour soutenir nos activités militaires en Europe s'est élevé à approximativement 9,5 millions \$ (9,6 millions \$ en 2013).

Nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2014, nous avons vendu pour 79,5 millions \$ de créances clients (88,6 millions \$ en 2013) et pour 4,2 millions \$ de contrats en cours (3,1 millions \$ en 2013).

En septembre 2013 et en octobre 2013, nous avons conclu divers contrats de location-financement visant des simulateurs situés aux États-Unis. Ces transactions représentaient une obligation liée à des contrats de location-financement de 34,2 millions \$ au 31 mars 2014.

En février 2014, nous avons obtenu une obligation à long terme portant intérêt avec le gouvernement du Canada relative au *Projet Innover*, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi, pour un montant maximal de 250,0 millions \$. La valeur actualisée de la dette comptabilisée s'établissait à 1,3 million \$ au 31 mars 2014.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 mars 2014, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

<i>(en millions)</i>	31 mars 2014	31 mars 2013
Total de la dette à long terme	1 168,5 \$	1 073,4 \$
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	23,8	43,7
Partie courante des contrats de location-financement	26,8	26,9
Partie non courante de la dette à long terme	1 117,9 \$	1 002,8 \$

6.3 Aide gouvernementale

Nous avons signé des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction des dépenses engagées par CAE, de certains programmes de R-D concernant l'expertise en matière de modélisation, de simulation et de services de formation.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé le projet Falcon, un programme de R-D qui s'est poursuivi sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon était de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada avait accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité. Au 31 mars 2014, le projet Falcon avait pris fin.

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les marchés des soins de santé et des mines. Par l'intermédiaire d'Investissement Québec, le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons annoncé le *Projet Innovet*, un programme de R-D qui s'échelonne sur cinq ans et demi. L'objectif du *Projet Innovet* est de développer et d'améliorer nos technologies existantes en matière de modélisation et de simulation, d'en développer de nouvelles et de continuer à différencier notre gamme de services. Parallèlement, le gouvernement du Canada a convenu de participer au *Projet Innovet* au moyen d'un investissement remboursable d'un maximum de 250 millions \$ aux termes de l'ISAD.

Vous trouverez plus de détails aux notes annexes 1 et 13.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débetures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

Obligations contractuelles

<i>Au 31 mars 2014</i> <i>(en millions)</i>	2015	2016	2017	2018	2019	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	24,5 \$	31,9 \$	98,2 \$	34,4 \$	75,9 \$	749,1 \$	1 014,0 \$
Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts)	26,8	20,1	13,7	13,7	11,5	73,4	159,2
Contrats de location simple	53,4	43,1	36,3	29,4	22,1	77,5	261,8
Obligations d'achat	12,2	5,3	5,3	-	-	-	22,8
	116,9 \$	100,4 \$	153,5 \$	77,5 \$	109,5 \$	900,0 \$	1 457,8 \$

Au 31 mars 2014, nous disposons également d'un montant de 380,5 millions \$ US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 361,9 millions \$ US au 31 mars 2013.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes minimaux ou variables et à diverses dates.

Au 31 mars 2014, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement en trésorerie de CAE au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et les taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	31 mars 2014	31 mars 2013
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 350,8 \$	1 307,6 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(312,3)	(260,0)
Passifs courants	(964,5)	(906,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	50,6	70,6
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	124,6 \$	211,8 \$
Immobilisations corporelles	1 341,2	1 142,8
Autres actifs non courants	1 544,7	1 240,9
Autres passifs non courants	(672,1)	(635,7)
Total du capital utilisé	2 338,4 \$	1 959,8 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	50,6 \$	70,6 \$
Dette à long terme	1 117,9	1 002,8
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(312,3)	(260,0)
Dette nette ⁹	856,2 \$	813,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 441,6	1 114,6
Participations ne donnant pas le contrôle	40,6	31,8
Provenance du capital	2 338,4 \$	1 959,8 \$

Capital utilisé en hausse de 378,6 millions \$, soit 19 %, par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 11,4 % pour l'exercice, comparativement à 10,2 % l'exercice précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 87,2 millions \$

La baisse découle essentiellement de la diminution de l'économie d'impôt attribuable au reclassement de certains crédits d'impôt à l'investissement des éléments courants vers les éléments non courants, de l'augmentation des passifs au titre des contrats en cours et de la hausse des dettes fournisseurs et charges à payer. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des créances clients, des stocks et des acomptes.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 198,4 millions \$

La hausse est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 157,4 millions \$ et aux variations du change de 118,0 millions \$, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements de 99,5 millions \$.

Autres actifs non courants en hausse de 303,8 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des autres actifs découlant du reclassement de certains crédits d'impôt à l'investissement des éléments courants vers les éléments non courants ainsi que par la hausse des immobilisations incorporelles, des investissements dans les participations mises en équivalence et des autres actifs essentiellement attribuable aux variations du change.

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'incidence des variations du change sur la dette à long terme et des nouveaux contrats de location-financement signés au cours de l'exercice, neutralisée en partie par l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Exercice 2014	Exercice 2013
Dette nette en début de période	813,4 \$	453,0 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	(64,4)	312,8
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	64,6	12,9
Ajouts nets de contrats de location-financement	31,4	-
Autres	11,2	34,7
Augmentation de la dette nette pour la période	42,8 \$	360,4 \$
Dette nette en fin de période	856,2 \$	813,4 \$

Total des capitaux propres en hausse de 335,8 millions \$ pour l'exercice

La hausse des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 191,1 millions \$ et des variations du change favorables de 159,5 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2014, nous avons au total 263 771 443 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 517,5 millions \$.

Au 30 avril 2014, nous avons un total de 263 808 466 actions ordinaires émises et en circulation.

Dividendes

Pour l'exercice 2014, nous avons versé un dividende de 0,05 \$ par action au premier et au deuxième trimestres et un dividende de 0,06 \$ par action au troisième et au quatrième trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et la date à laquelle son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit annuellement la politique en matière de dividendes en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2014, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 63,3 millions \$ pour l'exercice 2015.

Garanties

Au 31 mars 2014, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution de 191,4 millions \$ qui n'étaient pas inscrites à l'état consolidé de la situation financière, comparativement à 198,7 millions \$ il y a un an.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 3,8 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. Pour l'exercice 2015, les cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite devraient diminuer, essentiellement en raison des meilleurs rendements des obligations à long terme et des marchés boursiers.

7.2 Arrangements non comptabilisés

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur FS/C soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, certaines opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées courantes proviennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère de la Défense du Royaume-Uni portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous;
- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note annexe 27.

Dans le cours normal des activités, nous gérons un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Au 31 mars 2014, des créances clients et des actifs au titre des contrats en cours d'un montant de 79,5 millions \$ (88,6 millions \$ au 31 mars 2013) et de 4,2 millions \$ (3,1 millions \$ au 31 mars 2013) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les créances clients, les contrats en cours, les créances non courantes et les acomptes sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les placements de portefeuille sont classés dans les instruments disponibles à la vente;
- Les dettes fournisseurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, les obligations au titre des contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur de notre propre risque de crédit sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des créances clients, des contrats en cours et des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- La juste valeur des provisions, de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre de contrats de location-financement et de redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les modalités et les durées à courir jusqu'à l'échéance sont similaires.

Une description de la hiérarchie des justes valeurs est présentée à la note annexe 29.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. Nous devenons partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner nos instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir les expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un créancier manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos créances clients et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de nos trésorerie et équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants à recevoir conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note annexe 4). Lorsqu'une créance client n'est pas recouvrable, elle est radiée de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants sortis sont comptabilisés en résultat net.

Nos clients sont principalement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos créances clients ne sont pas détenues auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certaines créances clients et certains contrats en cours à l'actif à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables. Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) peuvent demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes annexes 4 et 29 représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation efficace de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certains créances clients et de certains contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière. Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres comptes de fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons également le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2014, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 3,1 millions \$ (aucune incidence importante en 2013) et un ajustement net négatif de 21,5 millions \$ (ajustement net négatif de 25,0 millions \$ en 2013), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôt et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons une dette à taux variable sous forme de notre facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt sont principalement des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 84 % à taux fixe et de 16 % à taux variable (83 % à taux fixe et 17 % à taux variable en 2013).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer l'appariement des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, une variation des taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2014 et l'exercice 2013, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur notre résultat net ni sur nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Couverture de la charge liée aux paiements fondés sur des actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec deux importantes institutions financières canadiennes afin de réduire l'effet sur nos résultats des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) et par le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2014, les swaps sur actions visaient 2 400 000 de nos actions ordinaires (2 706 816 en 2013).

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2014, nous avons désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (417,8 millions \$ US en 2013), ainsi qu'une partie de l'obligation au titre des opérations de cession-bail totalisant 16,1 millions \$ US (17,9 millions \$ US en 2013) comme couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note annexe 29 pour le classement des instruments financiers.

8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions de l'exercice 2014

Pour l'exercice, nous avons versé un montant de 3,8 millions \$ dans le cadre de regroupements d'entreprises, dont une tranche de 0,8 million \$ au titre du paiement d'une contrepartie éventuelle exigible dans le cadre d'acquisitions antérieures, une tranche de 2,9 millions \$ (2,1 millions €) au titre du solde du coût d'achat de l'acquisition d'OAA en mai 2012 et une tranche de 0,1 million \$ au titre de l'acquisition des actifs de RW Consulting and Training Services LTD (RWCTS), un fournisseur de services de formation et de consultation dans le secteur des mines. Le coût d'achat transféré au titre de l'acquisition de RWCTS totalise 0,4 million \$, dont une contrepartie éventuelle de 0,3 million \$.

9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités chaque trimestre, en plus d'effectuer une évaluation annuelle dans le cadre du processus de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence sur nos activités.

Afin d'atténuer les risques qui pourraient se répercuter sur notre performance future, la direction a élaboré un processus de gestion des risques d'entreprise visant à relever, à évaluer et à hiérarchiser ces risques. La direction élabore et met en œuvre des stratégies d'atténuation des risques qui s'inscrivent dans le cadre de nos objectifs stratégiques et de nos processus d'affaires. La direction suit l'évolution des principaux risques liés à notre activité tous les trimestres, et le conseil surveille le processus de gestion des risques et le valide par l'entremise de procédures mises en œuvre par nos auditeurs internes lorsqu'elle juge une telle démarche nécessaire.

9.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur civil et en développant leurs propres capacités internes. Récemment, Textron, Lockheed Martin et L-3 Communications ont acquis des concurrents du secteur de la simulation d'avions de ligne. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres importants segments du complexe de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, elles ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, nos principaux concurrents sont des constructeurs d'aéronefs ou ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements ou sont d'importants fournisseurs de ces derniers, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des simulateurs Boeing.

Airbus a décidé d'élargir ses services en offrant des services de formation à ses clients. Les constructeurs OEM comme Airbus et Boeing ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Les constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver à reproduire certains appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de constructeurs OEM. Nous travaillons avec certains constructeurs OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Une part importante de nos produits des activités ordinaires est tributaire de l'obtention de nouvelles commandes et du renouvellement continu de notre carnet de commandes. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé. La présence de nouveaux participants du marché, comme il est noté plus haut, et leurs efforts visant à gagner une part de marché intensifient la concurrence, ce qui pourrait réduire les prix et les marges.

La croissance économique sous-tend la demande de tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit ou les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une très grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients du secteur de la défense et de la sécurité dans le monde. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres gouvernements étrangers. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre résultat. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont rétréci le bassin de nouvelles occasions. Nous connaissons également des processus d'approvisionnement plus longs et des retards dans les marchés parvenus à maturité, comme ceux des États-Unis et du Canada, qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et retardent la constatation des produits des activités ordinaires.

Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande de notre matériel et de nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande de notre matériel et de nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, nos créances clients nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la FAA des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait ouvrir de nouvelles avenues ou, au contraire, avoir d'importantes conséquences négatives sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et la conformité aux exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers d'un pays, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

Minerais stratégiques

Nous sommes assujéti aux règles de la Securities and Exchange Commission (SEC) publiées aux termes de la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* qui exigent des sociétés ouvertes qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable et divulguent la présence, dans les produits qu'elles fabriquent, de certaines matières, dont l'or, le tantale, l'étain et le tungstène, provenant de mines de la République démocratique du Congo ou de certains pays voisins, appelés « minerais stratégiques » (*conflict minerals*). Le premier rapport, qui couvrira l'année civile 2013, doit être produit d'ici le 31 mai 2014, et nous avons mis en place des mesures appropriées afin d'assurer notre conformité à ces exigences, y compris la vérification de la provenance des minerais de nos fournisseurs. Bien que cette situation ne se soit pas encore produite, l'application de ces règles pourrait entraver l'obtention, l'offre et le prix des matières entrant dans nos produits. Si nous établissons que certains de nos produits contiennent des minéraux dont on ne peut prouver la conformité ou que nous ne sommes pas en mesure de vérifier adéquatement l'origine de tous les minerais stratégiques utilisés dans nos produits, notre réputation pourrait être entachée.

9.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché de la défense et de la sécurité de même que celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également nuire à la valeur de notre parc de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD). En février 2014, CAE et le gouvernement du Canada ont conclu une entente relativement à un nouveau programme de financement d'une durée de cinq ans et demi aux termes de l'ISAD. Le niveau du soutien financier du gouvernement reflète les politiques gouvernementales, les politiques budgétaires et d'autres facteurs d'ordre politique et économique. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par une autre aide gouvernementale ou d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Canada de la part du gouvernement fédéral et des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Québec de la part du gouvernement provincial. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois fédérales et provinciales en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Approvisionnement et empiètement des constructeurs OEM

Nous obtenons des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et le matériel qui sont souvent nécessaires à la construction et à l'exploitation d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un constructeur OEM.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité, des brevets et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquiescer et de les faire respecter dans certains pays. Tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Propriété intellectuelle

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Certains marchés où nous exerçons nos activités, y compris, sans toutefois s'y limiter, le marché des soins de santé, sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous tirons parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Comme nous exerçons des activités dans ces marchés, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration de nouveaux marchés est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés principaux déjà établis.

Système de gestion intégré (ERP)

Par suite de la réalisation de l'étape de l'implantation canadienne de notre système ERP portant sur la construction au cours de l'exercice 2013, nous continuons d'investir temps et argent dans les prochaines étapes d'un système ERP. Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à nos capacités de communication de l'information, à notre rentabilité et à notre réputation. Un processus de gouvernance a été désigné pour atténuer ce risque.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour une période donnée nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Sécurité et technologie de l'information

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM et des forces de défense nationale. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information, une cyberattaque ou une violation de la sécurité des systèmes pourrait perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales ou l'accès non autorisé à ces informations, compromettre la confidentialité de l'information, nous exposer à des enquêtes ou poursuites réglementaires, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir, de déceler et de résoudre les menaces potentielles.

9.3 Risques liés au marché

Risque de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et quelque 90 % de nos produits des activités ordinaires provenant d'exportations et d'activités internationales sont généralement réalisés en monnaies étrangères, principalement en dollars US, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont générés à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un tiers en Europe et un tiers dans le reste du monde.

Une part importante des produits des activités ordinaires générés au Canada sont libellés en monnaies étrangères, tandis qu'une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. Il n'est pas possible de neutraliser complètement l'incidence des variations du change, qui se font donc partiellement sentir sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériel dans des pays où les charges opérationnelles sont moindres. Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication libellés en dollars américains et en euros, nous couvrirons également des coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Les activités de nos établissements à l'étranger sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Les fluctuations de la valeur des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. La dévaluation des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien aurait un impact de conversion négatif, et vice versa.

Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit, prorogée en octobre 2013, devra être renouvelée en octobre 2018. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

Nous avons également diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent jusqu'en octobre 2036. En ce moment, nous ne pouvons déterminer si ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autres. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les financer. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans 35 pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2014, les ventes à des clients de l'extérieur de l'Amérique du Nord ont compté pour environ 60 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité géopolitique.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques de corruption liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

Lois fiscales

Comme nous réalisons une part importante de nos activités à l'étranger, nous sommes soumis aux lois et politiques fiscales de nombreux pays. L'évolution des lois, conventions ou réglementations fiscales ou de leur interprétation pourrait entraîner une hausse du taux d'imposition effectif sur notre résultat, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers.

10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations ayant une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note annexe 32.

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

<i>(en millions)</i>	2014	2013
Créances clients	30,1 \$	49,9 \$
Contrats en cours : actifs	13,5	41,3
Autres actifs	30,6	34,3
Dettes fournisseurs et charges à payer	16,3	25,3
Contrats en cours : passifs	6,3	9,3

Les autres actifs comprennent un montant à recevoir de 16,9 millions \$ (19,0 millions \$ au 31 mars 2013) au titre d'un contrat de location-financement qui vient à échéance en octobre 2022 et porte intérêt au taux de 5,14 % par année, des prêts de 8,4 millions \$ (10,4 millions \$ au 31 mars 2013) qui viennent à échéance en septembre 2016 et décembre 2017 et portent intérêt respectivement au taux LIBOR à six mois majoré de 1 % et à 11 % par année, ainsi qu'une créance à long terme de 5,3 millions \$ (4,9 millions \$ au 31 mars 2013) n'ayant aucune modalité de remboursement spécifique. Aux 31 mars 2014 et 2013, aucune provision n'avait été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>(en millions)</i>	2014	2013
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	101,0 \$	131,5 \$
Achats de produits et services, et autres	11,3	12,3
Autres transactions influant sur le résultat	2,9	2,8

De plus, au cours de l'exercice 2014, des transactions s'élevant à 2,7 millions \$ (4,3 millions \$ en 2013) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises dont un membre de notre conseil d'administration est un associé ou dirigeant.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(en millions)</i>	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	3,8 \$	4,0 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	1,6	2,0
Indemnités de fin de contrat de travail	2,4	-
Paiements fondés sur des actions	6,4	2,4
	14,2 \$	8,4 \$

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

11.1 Nouvelles normes et modifications adoptées

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11, *Partenariats*, en remplacement d'IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'était auparavant le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Nous utilisons auparavant la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais nous appliquons dorénavant la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme.

Selon cette méthode, la quote-part nous revenant de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, l'état du résultat net et l'état du résultat global. De plus, le tableau consolidé des flux de trésorerie tient compte des flux de trésorerie entre nos coentreprises et nous plutôt que de notre quote-part des flux de trésorerie des coentreprises. Nous avons déterminé que le classement de nos partenariats n'a pas été modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords et d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*, afin d'exiger le calcul des intérêts nets au moyen de l'application du taux d'actualisation au passif net ou à l'actif net au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. En conséquence, nous déterminons le montant net de la charge d'intérêts lié au passif net au titre des prestations définies, que nous présentons dans les charges financières. Les intérêts nets liés au passif net ou à l'actif net au titre des prestations définies remplacent le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes. La version modifiée d'IAS 19 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de la version modifiée de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées figurent à la note annexe 14.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10, *États financiers consolidés*, en remplacement de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, ainsi que d'une partie d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Nous avons déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'a donné lieu à aucun changement de la situation de consolidation de nos filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12, *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 exige la présentation d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée au 1^{er} avril 2013 conformément aux règles de transition de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à cette norme figurent à nos états financiers consolidés annuels.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'élargit pas l'utilisation de la comptabilisation à la juste valeur, mais fournit des directives sur son application lorsqu'elle est déjà requise ou permise par les autres IFRS. IFRS 13 a été adoptée prospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Outre la présentation de nouvelles informations à la note annexe 29, l'adoption d'IFRS 13 n'a eu aucune incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications ont été adoptées au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. Les nouvelles informations devant être présentées sur les autres éléments du résultat global figurent à l'état consolidé du résultat global.

Instrument financiers : Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a modifié les directives de compensation des actifs et des passifs d'IFRS 7, *Instrument financiers : Informations à fournir*. La modification exige la présentation d'informations additionnelles sur l'incidence réelle ou potentielle des accords de compensation liés à nos actifs et passifs financiers comptabilisés. Les modifications ont été adoptées rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme, et les nouvelles informations devant être présentées figurent à la note annexe 29.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16, *Immobilisations corporelles*, en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle a été adoptée rétrospectivement au 1^{er} avril 2013, conformément aux règles de transition de cette norme. La modification d'IAS 16 n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Dépréciation d'actifs non financiers

En mai 2013, l'IASB a modifié les exigences d'information sur les actifs non financiers d'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*. Ces modifications éliminent le besoin d'inclure certaines informations sur le montant recouvrable des UGT qui avaient été ajoutées à IAS 36 par suite de la publication d'IFRS 13. L'adoption de cette norme n'est obligatoire qu'à compter du 1^{er} janvier 2014, mais nous avons toutefois choisi de l'adopter au 1^{er} avril 2013.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 ainsi qu'à notre état consolidé du résultat net, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2013 par suite de ces changements touchant les méthodes comptables.

Rapprochement sommaire de la situation financière

(en millions)	31 mars 2013	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	31 mars 2013 Retraité	1 ^{er} avril 2012	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	1 ^{er} avril 2012 Retraité
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2) \$	- \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6) \$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4) \$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6) \$	- \$	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dette à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3) \$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1) \$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	- \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions, sauf les montants par action)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Produits des activités ordinaires	2 104,5 \$	(69,3) \$	- \$	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	(31,8)	(0,6)	1 450,4
Marge brute	621,7 \$	(37,5) \$	0,6 \$	584,8 \$
Frais de recherche et développement	60,6	(0,5)	-	60,1
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	(5,6)	0,2	264,5
Autres profits – montant net	(23,4)	1,0	-	(22,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	-	(20,1)	-	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	(0,2)	-	68,7
Résultat opérationnel	245,7 \$	(12,1) \$	0,4 \$	234,0 \$
Produits financiers	(7,3)	(2,1)	-	(9,4)
Charges financières	75,5	(6,1)	5,1	74,5
Charges financières – montant net	68,2 \$	(8,2) \$	5,1 \$	65,1 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	177,5 \$	(3,9) \$	(4,7) \$	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	(5,7)	(1,2)	28,2
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	-	-	3,0
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,54 \$	- \$	(0,01) \$	0,53 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	259,0	-	-	259,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	259,4	-	-	259,4

Rapprochement sommaire du résultat global

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Différences de conversion	2,5 \$	- \$	- \$	2,5 \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(9,2)	0,8	-	(8,4)
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(22,5)	-	3,6	(18,9)
Autres éléments du résultat global	(29,2) \$	0,8 \$	3,6 \$	(24,8) \$
Résultat global total	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	110,1 \$	2,6 \$	0,1 \$	112,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	-	-	3,1
	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$

Rapprochement sommaire des flux de trésorerie

<i>Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions)</i>	Tel que publié antérieurement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Retraité
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	(49,6) \$	- \$	154,5 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(504,9)	71,2	-	(433,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	306,7	(22,2)	-	284,5

11.2 Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

Instruments financiers

En octobre 2010, l'IASB a publié IFRS 9, *Instruments financiers*, première partie d'un projet à trois volets de remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La première partie porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. L'IASB songe à apporter des modifications mineures à cette partie, y compris l'introduction d'une catégorie « instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global », laquelle serait fondée sur le modèle d'affaires de l'entité. En novembre 2013, l'IASB a publié la partie portant sur la comptabilité de couverture, qui introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture ainsi que des exigences d'information connexes sur l'activité de gestion des risques. La troisième partie du projet, qui portera sur la dépréciation d'actifs financiers, est toujours en cours d'élaboration.

La première partie d'IFRS 9 remplace les multiples règles d'IAS 39 par une nouvelle approche permettant de déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, en fonction de la manière dont une société gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reprises d'IFRS 9; la portion des variations de la juste valeur liée au risque de crédit propre à l'entité, lors de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, sera toutefois présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat net. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte substantielle de la comptabilité de couverture qui permettra aux sociétés de mieux refléter leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'IASB a supprimé la date d'entrée en vigueur obligatoire initialement établie pour IFRS 9, qui devait s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Une nouvelle date sera déterminée une fois le projet plus avancé, mais l'application anticipée est toutefois autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

En juin 2013, l'IASB a modifié IAS 39 de manière à alléger les règles d'abandon de la comptabilité de couverture lorsque la novation d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture satisfait à certains critères. Cette modification s'appliquera pour l'exercice de la Société ouvert le 1^{er} avril 2014. Un allègement similaire sera inclus à IFRS 9.

Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. Cette modification simplifie la comptabilisation des cotisations aux régimes à prestations définies qui ne dépendent pas du nombre d'années de service du salarié, par exemple les cotisations salariales qui sont calculées selon un pourcentage fixe du salaire. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de la modification sur nos états financiers consolidés.

11.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige de notre direction qu'elle pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables, sur les montants présentés des actifs et des passifs ainsi que sur les informations à fournir à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application de nos méthodes comptables. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont présentés ci-après. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. La contrepartie transférée et les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. Selon la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et du taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur au moyen d'un modèle de flux de trésorerie actualisés fondés sur les produits des activités ordinaires attendus.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation d'actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des estimations internes (niveau 3) de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actualisés. Les flux de trésorerie sont tirés des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances et font partie intégrante du plan stratégique qu'approuve notre conseil d'administration chaque année. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'imposition. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des unités génératrices de trésorerie respectives et varient entre 7,5 % et 14,0 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La méthode de l'avancement des travaux nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat sont pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actualisée des obligations au titre des avantages du personnel sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des avantages du personnel et du coût des régimes de retraite à prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note annexe 14 pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés allant de 5 % à 9 %, sur la période de remboursement. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant des taux moyens allant de 6 % à 8,5 % sur la base des termes d'instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 9,4 millions \$ (10,2 millions \$ en 2013) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2014.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choisissons le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôt sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour l'impôt éventuel à payer d'après la probabilité moyenne pondérée des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un bénéfice imposable duquel nous pourrions soustraire des pertes. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en ampleur, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2014, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2014 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2014 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (1992)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2014 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2012 à 2014.

<i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2014					
Produits des activités ordinaires	530,4	487,5	513,6	583,4	2 114,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	45,6	38,3	46,1	60,0	190,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68
Exercice 2013					
					Total
Produits des activités ordinaires	462,2	506,5	500,9	565,6	2 035,2 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,5	35,6	37,5	43,1	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58
Exercice 2012¹⁾					
					Total
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2 \$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs					
d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

Principales informations sectorielles

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

	T4-2014	T4-2013	Exercice 2014	Exercice 2013	Exercice 2012 ¹⁾
Secteurs civils					
Produits de simulation – Civil					
Produits des activités ordinaires	125,1 \$	143,4 \$	461,4 \$	456,8 \$	342,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	21,1	25,8	83,5	88,2	51,6
Marges opérationnelles (%)	16,9	18,0	18,1	19,3	15,1
Formation et services associés – Civil					
Produits des activités ordinaires	198,4	176,1	715,3	659,8	498,4
Résultat opérationnel sectoriel	36,9	24,9	96,3	100,7	122,2
Marges opérationnelles (%)	18,6	14,1	13,5	15,3	24,5
Total pour les secteurs civils					
Produits des activités ordinaires	323,5 \$	319,5 \$	1 176,7 \$	1 116,6 \$	840,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	58,0	50,7	179,8	188,9	173,8
Marges opérationnelles (%)	17,9	15,9	15,3	16,9	20,7
Secteurs militaires					
Produits de simulation – Militaire					
Produits des activités ordinaires	140,5 \$	153,1 \$	529,3 \$	562,5 \$	619,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	19,3	19,4	77,4	80,0	101,2
Marges opérationnelles (%)	13,7	12,7	14,6	14,2	16,3
Formation et services associés – Militaire					
Produits des activités ordinaires	89,8	64,0	292,7	244,0	278,1
Résultat opérationnel sectoriel	8,7	8,8	30,4	27,4	40,9
Marges opérationnelles (%)	9,7	13,8	10,4	11,2	14,7
Total pour les secteurs militaires					
Produits des activités ordinaires	230,3 \$	217,1 \$	822,0 \$	806,5 \$	897,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	28,0	28,2	107,8	107,4	142,1
Marges opérationnelles (%)	12,2	13,0	13,1	13,3	15,8
Secteur Nouveaux marchés principaux					
Produits des activités ordinaires	29,6 \$	29,0 \$	116,2 \$	112,1 \$	83,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	0,2	1,8	4,2	6,4	(13,8)
Marges opérationnelles (%)	0,7	6,2	3,6	5,7	-
Total					
Produits des activités ordinaires	583,4 \$	565,6 \$	2 114,9 \$	2 035,2 \$	1 821,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	86,2	80,7	291,8	302,7	302,1
Marges opérationnelles (%)	14,8	14,3	13,8	14,9	16,6
Autres	- \$	(13,8) \$	- \$	(68,7) \$	- \$
Résultat opérationnel	86,2 \$	66,9 \$	291,8 \$	234,0 \$	302,1 \$

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

Rétrospective financière sur cinq ans

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2014	2013	2012 ¹⁾	2011 ¹⁾
IFRS				
Produits des activités ordinaires	2 114,9 \$	2 035,2 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	191,1	140,7	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	190,0	137,7	180,3	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	3,0	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,05	1,00	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,41	1,29	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,68	1,58	1,58	1,58
Situation financière :				
Total de l'actif	4 236,7 \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants ²⁾	1 340,2	1 209,3	869,0	757,5
Total de la dette nette	856,2	813,4	534,3	383,8
Par action :				
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,73 \$	0,53 \$	0,70 \$	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,73	0,53	0,70	0,62
Dividendes	0,22	0,19	0,16	0,15
Capitaux propres	5,67	4,43	4,05	3,63

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	2010
PCGR du Canada antérieurs	
Produits des activités ordinaires	1 526,3 \$
Résultat des activités poursuivies	144,5
Résultat net	144,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,74
Situation financière :	
Total de l'actif	2 621,9 \$
Total des passifs financiers non courants ²⁾	457,0
Total de la dette nette	179,8
Par action :	
Résultat de base des activités poursuivies	0,56 \$
Résultat dilué des activités poursuivies	0,56
Résultat net de base	0,56
Résultat net dilué	0,56
Dividendes de base	0,12
Capitaux propres	4,52

¹⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 11 et d'IAS 19. Se reporter à la section « Modifications de méthodes comptables » pour un complément d'information.

²⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs dérivés non courants et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.